



Déclaration liminaire UNSA Education

CDEN du 6 mai 2021

M. le Préfet,
Mme l'Inspectrice d'académie,
Mme la vice-présidente du Conseil Départemental,
Mmes et M les membres du CDEN,

Nous sommes réunis aujourd'hui en visio-conférence dans des conditions de travail toujours aussi dégradées. L'UNSA Education dénonce le mépris avec lequel a été traitée la carte scolaire 1^{er} et 2nd degrés lors du dernier CDEN, pourtant largement désavouée par la majorité des membres participants. Nous condamnons fermement la prise de décisions unilatérales rendant vides de sens nos instances.

À l'UNSA Éducation, nous avons porté, et nous portons toujours, la nécessité de pouvoir maintenir les écoles et les établissements ouverts autant que possible, tout en anticipant le fait qu'il faudrait peut-être à nouveau les fermer. L'UNSA Éducation avait alerté sur la nécessité de se préparer à plusieurs scénarii. Nous regrettons, qu'une fois de plus, nous n'ayons pas été entendus et le ministère n'ait pas mis notre système en position d'organiser sereinement et collectivement le passage au distanciel pour tous et l'accueil pour les enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire.

L'UNSA Éducation avait porté la nécessité d'anticiper et de s'organiser avec les personnels mais aussi les collectivités territoriales et les préfets. L'expérience de l'an passé aurait dû servir. Force est de constater que l'anticipation et la collaboration ne sont toujours pas à l'œuvre. Le dernier épisode sur le bug des ENT nous le rappelle encore. Pour que nous soyons prêts, il ne suffit pas de le décréter ni de le répéter, il faut le préparer. Le préparer ensemble. Après une ou deux semaines d'enseignement à distance et d'accueil des enfants de personnels indispensables, la reprise avec la valse des changements incessants de protocole, dont le dernier le 1^{er} mai, jour de la fête du travail, nous vous exprimons l'exaspération des personnels qui sur le terrain assument les ratés, les dysfonctionnements et toute la tension qui va avec. Nous alertons aujourd'hui, une fois de plus, sur le problème de non remplacement qui crée des situations ubuesques et met tous les personnels en situations de stress extrême. Ils ne pourront pas recommencer une année à l'identique l'an prochain. Il faut créer des postes statutaires et recruter des titulaires.

Deuxième sujet qu'il devient indispensable et urgent de traiter pour l'UNSA Éducation : les conséquences de cette crise au long cours pour tous les personnels. Les chocs multiples, l'accumulation de nombreuses situations de mise en tension depuis plus d'un an nécessitent que les employeurs se préoccupent des conséquences pour les personnels. Certes, le ministre et plus largement l'exécutif et la société ont reconnu et remercié les personnels pour leur investissement exceptionnel. Pour autant, cela ne suffit pas à dépasser les conséquences à moyen et long termes sur les conditions de travail et la santé de nos collègues.

Nous ne sommes pas sortis de la crise, il est trop tôt pour faire un bilan mais préparons-le avec honnêteté et objectivité. Comme notre ministre l'a dit, ne mettons plus les problèmes sous le tapis. L'administration doit donner des réponses concrètes.

L'UNSA Education tient d'ailleurs à remercier les collectivités qui ont fait de leur mieux pour accompagner et gérer cette période critique. Ils ont su être proches et réactifs alors qu'ils ont parfois manqué de personnel pour répondre aux contraintes du protocole sanitaire. Eux aussi ont d'ailleurs des besoins en termes de moyens et doivent se sentir entendus par nos ministères.

Le contexte social actuel nous impose une réelle vigilance et l'implication de tous pour redonner confiance en notre système démocratique. Que celui-ci fonctionne mieux, et en particulier qu'il soit plus respectueux de tous les citoyens quel que soit leur niveau social, leur âge, leurs origines, leur handicap... Nous ne pouvons accepter la montée des réactions d'intolérance, de violence, de rejet, de repli identitaire... et pourtant elles sont toujours de mise ! La France, pays des droits de l'Homme, doit retrouver son humanisme.

Ainsi, nous rajouterons que l'expulsion de migrants sans papiers, et cependant bien intégrés, est un indicateur complètement inadapté, inquiétant et consternant. Ce ne sont que des réponses comptables qui ne prennent pas en compte l'humain, ni la globalité et la profondeur des problèmes... C'est tout sauf une solution.

Nous vous remercions de votre attention.

Magali LAURENT
Carine PALHOL-LAFAYE